

*Attribution de temps*

lement le cas, sans intervenir une seule fois pour expliquer pourquoi la clôture est appliquée ou pourquoi cet amendement au projet de loi C-28 est présenté. S'ils sont d'accord avec la clôture, modifions donc la procédure sans tarder pour que le débat ne dure qu'une heure et, si les Canadiens trouvent la chose acceptable, alors qu'il en soit ainsi. Mais, dans la négative, nous devrions cesser d'avoir recours à cette procédure particulière qui a été prévue pour des situations d'urgence.

Il ne s'agit pas ici d'un cas d'extrême urgence. Je ne vois pas de personnes âgées clamer à l'extérieur du Parlement: «Dépêchez-vous de récupérer au plus tôt nos revenus durement gagnés! Allez au travail!» À mon avis, les députés d'en face devraient étudier cette question avec une attention toute particulière.

• (1240)

Les électeurs commencent à s'intéresser davantage aux procédés des conservateurs. Ils doivent se demander constamment: qui me représente? Qui prend ma défense? Pourquoi ne disent-ils pas ce qu'ils pensent? S'ils croient vraiment que c'est la façon d'envisager l'avenir, qui les empêche de le dire à haute voix?»

L'autre sujet que nous devrions aborder, c'est la véritable signification de la clôture. Fermer ou clore la porte, la fenêtre, ou peut-être le couvercle de ce qui est ouvert, que ce soit dans le réfrigérateur ou dans le placard. Voilà ce que veut dire essentiellement le mot clore ou clôture. Vous mettez fin à quelque chose. Du point de vue environnemental quand on ferme une porte, c'est qu'on ne veut pas que l'air froid entre ou, en l'occurrence, ils ne veulent peut-être pas que l'air frais entre.

Les députés d'en face imposent la clôture parce qu'ils ne veulent pas que l'opposition prenne la parole à la Chambre pour dire aux Canadiens ce qui se passe. C'est un précédent très dangereux. Si le gouvernement continue à faire cela régulièrement, il va ébranler les assises de la démocratie et nous empêcher de dire ce que nous pensons, qu'il soit d'accord ou non. En fait, peu importe que vous soyez d'accord avec moi: au Canada, j'ai le droit de parler au nom des gens que je représente.

Autre fait à noter, le gouvernement n'aime pas que l'opposition, en particulier les membres du Parti libéral,

parle de la récupération. Bref, ils pensent que nous ne savons pas de quoi nous parlons.

Aujourd'hui, j'ai rassemblé des observations que nous avons entendues à maintes reprises; les ministériels vont comprendre plus facilement que, en plus des personnes âgées, nous ne sommes pas les seuls à dire que la récupération est néfaste. Il y a d'autres personnes qui parlent publiquement de cette question au nom de leurs concitoyens et qui ont mérité le respect de la société canadienne. Le gouvernement devrait leur prêter une oreille plus attentive.

La Voix, le réseau des Canadiens âgés, a dit: «L'histoire va nous rappeler que la récupération marque la fin de l'universalité, non pas qu'elle contribue un tant soit peu à réduire le déficit.»

Don McGillivray, notre bon ami du *Ottawa Citizen*, a déclaré: «La politique prétend maintenir l'universalité mais, en fait, elle l'annule.»

Voici l'opinion de Hugh Winsor du *Globe and Mail*, croyez-le ou non: «De même que M. Mulroney a déjà admis que le gouvernement avait eu tort de s'attaquer à l'indexation en 1985, ainsi a-t-il tort d'essayer de plafonner les prestations en 1989.»

Un article de Leonard Shifrin publié dans le *Ottawa Citizen* note que le ministre des Finances «a commencé à ébranler le principe d'universalité des allocations familiales et des pensions de vieillesse.»

Un rapport du Conseil national du bien-être social précise qu'un programme qui offre des prestations à tout le monde pour ensuite les récupérer de certaines gens, n'est pas un programme universel.

Nous ne sommes pas seuls au Canada à être désabusés par le fait que le gouvernement prend des moyens détournés pour mettre fin à l'universalité. Le gouvernement change la façon dont nous nous regardons. C'est une question à débattre longuement, pas quelque chose à nous refiler à la sauvette.

Les observations que les députés font à la Chambre depuis quelques mois au sujet de VIA en est un exemple parfait: nous n'avons pas eu de débats sérieux sur ce point, et c'est pourquoi nous ne savons toujours pas quoi faire avec VIA Rail.

Ne répétez pas l'erreur des gouvernements précédents en refusant de débattre la question dont nous sommes saisis. Si l'on veut changer l'image que les Canadiens ont d'eux-mêmes, il faut changer la façon dont nous, à titre